



COALITION POUR DES
**Multinationales
responsables**

Rétrospective 2025



Préambule	01
Développements politiques 2025	02
Autres événements en 2025	06
Scandales actuels	08
La Coalition	11
Organisations membres	
Comité	
Direction	
Comptes	14
Dépenses	
Recettes	
Perspectives pour 2026	16

MOIS APRÈS MOIS DE NOUVEAUX REBONDISSEMENTS

L'année 2025 a été très importante pour notre mouvement. La récolte record de signatures en faveur de la nouvelle initiative pour des multinationales responsables restera un souvenir particulièrement marquant : début janvier, en 14 jours seulement, plus de 10 000 bénévoles ont récolté 183 661 signatures à travers toute la Suisse.

Et en mai, nous avons pu déposer l'initiative auprès de la Chancellerie fédérale. Quel énorme succès !

L'année 2025 a aussi été marquée par une réalité beaucoup plus préoccupante. Les violations des droits humains et les scandales environnementaux impliquant des multinationales suisses se sont une nouvelle fois multipliés. Ainsi, du mica extrait par des enfants se retrouve dans les chaînes d'approvisionnement d'ABB et de Von Roll. Et la multinationale Louis Dreyfus Company a commercialisé de nombreuses cargaisons de sucre provenant de plantations en Inde, où des femmes sont poussées à subir des hystérectomies pour pouvoir travailler sans interruption.

Il a également été révélé que Glencore souhaitait profiter de l'exploitation destructrice des fonds marins, que des travailleuses et travailleurs sont exploité·e·s sexuellement sur les plantations de la multinationale agroalimentaire Socfin, ou encore que des pesticides hautement toxiques sont utilisés dans le « programme de durabilité » de Lindt & Sprüngli. Tous ces exemples montrent que nous devons persévérer !

Nous vous remercions de faire partie de notre mouvement.

Seraina Patzen & Oliver Heimgartner

Direction de la Coalition pour des multinationales responsables

DÉVELOPPEMENTS POLITIQUES 2025



Les signatures pour la nouvelle initiative pour des multinationales responsables ont été récoltées en un temps record

Un large comité composé de personnalités issues d'un vaste spectre politique, d'entrepreneurs et de représentant-e-s de la société civile a lancé le 7 janvier 2025 la nouvelle initiative pour des multinationales responsables. Celle-ci vise à obliger les multinationales comme Glencore à respecter les droits humains et les normes environnementales dans leurs activités commerciales. Après seulement 14 jours, 183 661 citoyennes et citoyens avaient déjà

signé l'initiative, grâce à l'engagement sans relâche de très nombreuses et nombreux bénévoles, qui ont récolté les signatures dans la rue par des températures glaciales.

Une fois les signatures authentifiées par les communes, l'initiative pour des multinationales responsables, munie de 287 164 signatures, a pu être déposée le 27 mai 2025 auprès de la Chancellerie fédérale. La mobilisation extraordinaire de plus de 10 000 personnes lors de la phase de récolte des signatures montre à quel point le soutien en faveur de la nouvelle initiative pour des

multinationales responsables est fort au sein de la population. Ce soutien est extrêmement important. C'est ce qui nous permettra de gagner une prochaine votation !

La Suisse sera bientôt le seul pays sans responsabilité des multinationales

Différents pays européens comme la France, l'Allemagne et la Norvège ont introduit il y a quelques années déjà des lois sur la responsabilité des multinationales. En 2024, l'Union européenne (UE) a également adopté une directive sur le devoir de vigilance. Celle-ci prévoit des règles harmonisées pour les multinationales à travers toute l'UE. Après la révision en 2025 de certains points de cette directive, les États membres de l'UE doivent maintenant la mettre en œuvre. La Suisse



risque ainsi de devenir le seul pays d'Europe sans responsabilité des multinationales. C'est ce que nous

La Suisse est très en retard en comparaison européenne

		Droit actuellement en vigueur en Suisse	Réglementation UE après Omnibus (CSDDD & CSRD)	L'initiative pour des multinationales responsables
Obligations	Devoir de diligence en matière de droits humains et d'environnement	X (seulement pour travail des enfants et minéraux de conflit)	✓	✓
	Obligation climatique (démontrer comment les activités commerciales sont alignées avec les objectifs climatiques)	X	✓	✓
Responsabilité	En cas de violation du devoir de diligence	X	✓	✓ (seulement pour les entreprises contrôlées)
Surveillance	Autorité de surveillance dotée d'une compétence de décision et de sanction	X	✓	✓

voulons éviter grâce à l'initiative pour des multinationales responsables.

Le Conseil fédéral discute d'un contre-projet

En 2020, lors de la campagne de votation sur la première initiative pour des multinationales responsables, le Conseil fédéral avait assuré qu'il voulait agir « de manière coordonnée au niveau international » sur le thème de la responsabilité des multinationales.

En réaction à l'initiative pour des multinationales responsables, le Conseil fédéral a annoncé début septembre 2025 qu'il allait élaborer un contre-projet. Le contenu exact de ce contre-projet n'est toutefois pas encore clair.

Affirmations fallacieuses du lobby des multinationales

Le lobby des multinationales n'a pas attendu longtemps après le dépôt de

l'initiative pour des multinationales responsables pour tenter de déstabiliser la population à coup d'affirmations fallacieuses. Sur le site web de l'association de lobby Swissmem, par exemple, il affirme que la responsabilité des multinationales serait déjà une réalité. Il distribue également des brochures d'information au Parlement afin de convaincre les parlementaires que notre initiative n'est pas nécessaire, en utilisant la mise en page de la Coalition pour des multinationales responsables. Une démarche discutable !

Dans la réalité, les nombreux exemples de violations des droits humains et de destruction de l'environnement impliquant des multinationales suisses montrent que les dispositions actuelles ne suffisent pas et que l'initiative pour des multinationales responsables est plus que jamais nécessaire.

Le lobby des multinationales distribue des brochures d'information presque identiques aux nôtres et prétend que la responsabilité des multinationales est déjà une réalité.



ORIGINAL

FAUX



Poursuivre le mouvement en 2026

Les prochains mois seront déterminants. Le Conseil fédéral prévoit de mettre son contre-projet en consultation au printemps 2026, afin de pouvoir soumettre son message au Parlement d'ici à l'automne. Les débats parlementaires pourront ensuite commencer. Nous devons utiliser ce temps pour préparer la campagne de votation en faveur de l'initiative pour des multinationales responsables et pour augmenter la pression sur le monde politique. Nous n'y parviendrons qu'avec votre soutien !



AUTRES ÉVÉNEMENTS EN 2025



Film documentaire

« Pouvoir et résistances »

Début 2025, nous avons pu présenter le documentaire « Pouvoir et résistances : quand les multinationales suisses détruisent des vies », produit par la Coalition pour des multinationales responsables. C'est grâce à de nombreux petits dons que ce projet a pu voir le jour. Le film présente deux lieux séparés par 18 000 kilomètres, la province andine d'Espinar et la forêt tropicale de l'île de Bornéo, en Asie du Sud-Est. Deux régions éloignées, mais unies par la lutte de leurs communautés indigènes contre une gigantesque

mine contrôlée depuis la Suisse. Expulsions forcées, destructions massives et pollution persistante marquent leur quotidien. Ces populations résistent pour défendre leurs terres, leur santé et leurs moyens de subsistance. Leur force réside dans leur solidarité, malgré les promesses trompeuses et les tactiques sournoises des multinationales pour les diviser. Abandonner n'est pas une option.

Environ 150 projections du film ont déjà été organisées en 2025 et d'autres sont prévues à travers tout le pays jusqu'à la fin du mois d'avril 2026. Vous trouverez la liste des projections prévues ici :



responsabilite-multinationales.ch/pouvoir-et-resistances

Pétition contre l'exploitation destructrice des fonds marins

Le président américain Donald Trump souhaite autoriser l'exploitation minière des fonds marins, pourtant interdite par des accords internationaux. Un écosystème exceptionnel abritant des dizaines de milliers d'espèces animales et végétales serait ainsi mis en danger. Ce projet bénéficierait directement à la multinationale

minière Glencore, qui a déjà signé un contrat d'achat de métaux issus des grands fonds marins.

Cette situation suscite l'indignation. Plus de 4 000 bénévoles ont ainsi distribué près d'un million et demi de flyers à travers tout le pays pour informer la population sur les activités scandaleuses de Glencore. Nous avons également lancé une pétition qui demande que la multinationale de matières premières renonce à l'exploitation des fonds marins. Celle-ci avait recueilli plus de 80 000 signatures à la fin 2025.

Enregistrement d'un podcast sur l'affaire Socfin

La multinationale agroalimentaire Socfin, qui exploite des plantations de caoutchouc et d'huile de palme dans dix pays d'Afrique et d'Asie, défraie la chronique dans le monde entier. Depuis des années, la multinationale fait l'objet de graves accusations qui concernent

au moins quinze de ses plantations, où des cas de conflits fonciers, de pollution de l'environnement et d'exploitation sexuelle des travailleuses sont régulièrement signalés. Des femmes racontent avoir été contraintes à des actes sexuels par leurs supérieurs pour pouvoir continuer à travailler sur les plantations.

Le siège principal de Socfin se trouve officiellement au Luxembourg, mais les activités centrales de négoce et de gestion se font via la Suisse. Après la publication de notre enquête en octobre dernier, des épisodes de podcast ont été enregistrés en collaboration avec l'organisation Public Eye, devant un large public à Berne et à Lausanne. Le podcast est disponible à la page suivante :



www.responsabilite-multinationales.ch/podcast





DES DIZAINES DE MILLIERS D'ENFANTS EXTRAIENT DU MICA. ABB DÉTOURNE LE REGARD

En Inde et à Madagascar, des dizaines de milliers d'enfants et d'adultes travaillent dans des mines artisanales pour extraire le mica, minéral aux propriétés scintillantes. En Inde, la plupart des mines sont par ailleurs illégales. Les conditions de travail sont extrêmement dangereuses : les mineurs utilisent des outils rudimentaires et travaillent sans aucun équipement de protection, creusant de nouveaux trous en surface ou pénétrant dans les trous dangereux et parfois profonds de mines abandonnées pour en extraire le mica.

Adultes et enfants sont exposés aux blessures, aux chutes et à la poussière, qui cause des problèmes respiratoires.

Des cas de décès sont régulièrement rapportés. Le mica est une matière première demandée : il est en effet utilisé dans les peintures et les cosmétiques, mais aussi dans de nombreux produits industriels en raison de ses propriétés isolantes et résistantes à la chaleur. On sait depuis des années que les conditions de travail dans les mines de mica sont très problématiques et que le travail des enfants y est répandu. Mais comme le montre notre enquête, les deux multinationales ABB et Von Roll ont longtemps détourné le regard. Dans leur chaîne d'approvisionnement, on trouve ainsi du mica provenant de zones d'extraction connues pour le travail des enfants.

LOUIS DREYFUS COMMERCIALISE DU SUCRE HAUTEMENT PROBLÉMATIQUE

On sait depuis de nombreuses années que de graves violations des droits humains sont perpétrées sur des plantations de canne à sucre dans l'État indien du Maharashtra. Les travailleuses et travailleurs, souvent issu-e-s de la migration, sont maintenu-e-s dans un état de servitude pour dettes : au début de la saison des récoltes, ils reçoivent des avances qu'ils doivent rembourser par un travail acharné, sans jamais parvenir à se libérer de leur dette. Comme le révèle une enquête du New York Times, les travailleuses sont même poussées à se faire retirer l'utérus (ce qu'on appelle une hystérectomie) afin de réduire leurs absences au travail. En

outre, selon les estimations d'Oxfam, environ 200 000 enfants de moins de 14 ans travaillent dans les plantations de sucre et il existe de nombreux cas de mariages d'enfants liés aux conditions de travail abusives dans les plantations. Bien que ces faits soient connus, la multinationale genevoise de matières premières Louis Dreyfus Company (LDC) a commercialisé pendant des années de grandes quantités de sucre provenant de cette région. Entre 2019 et 2023, LDC a acheté, via une filiale, environ 1 300 cargaisons de sucre en provenance de l'État du Maharashtra, pour une valeur d'au moins 393 millions de dollars.



LES CULTIVATEURS DE LINDT & SPRÜNGLI EXPOSÉS À DES PESTICIDES HAUTEMENT TOXIQUES

Au Ghana, les agricultrices et agriculteurs cultivant du cacao pour Lindt & Sprüngli pulvérisent des pesticides interdits dans l'UE et en Suisse depuis de nombreuses années. Les insecticides utilisés sur les plantations contiennent des principes actifs hautement toxiques tels que l'imidaclopride, le thiaméthoxame ou le mancozèbe. Ces substances sont susceptibles de nuire à la fertilité et au bon développement des enfants. Elles sont aussi extrêmement dangereuses pour les abeilles et les autres pollinisateurs majeurs. Un grand nombre d'agricultrices et d'agriculteurs travaillent sans aucun équipement de protection, en tongs et à mains nues, par

des températures dépassant 30°. Ces personnes témoignent d'irritations cutanées, de brûlures aux yeux et d'essoufflement provoqués par les pulvérisations. Les combinaisons ou masques de protection sont difficiles à trouver et inabordables pour la plupart des cultivatrices et cultivateurs. Les pesticides proviennent de magasins agricoles locaux qui vendent souvent des produits dont les substances actives sont interdites de longue date en Europe, notamment le paraquat, l'un des herbicides les plus toxiques au monde.

L'utilisation de pesticides au Ghana a fortement augmenté ces dernières années, alors que l'allongement des périodes de sécheresse dû au changement climatique et les nouveaux nuisibles augmentent le risque de mauvaises récoltes. Pour éviter les pertes, les agricultrices et agriculteurs pulvérisent leurs champs encore plus souvent, contractent des crédits pour acheter les pesticides et s'endettent. Les conséquences sont lourdes : pollution des sols et de l'eau, et impact sur la santé de communautés entières, y compris celle des enfants qui travaillent dans les champs.



LA COALITION

Plus de 90 organisations de la société civile sont membres de l'association « Coalition pour des multinationales responsables ». Elles s'engagent toutes pour plus de responsabilité des multinationales, participent aux différents groupes de travail de la Coalition, versent une cotisation annuelle et élisent le comité de l'association. Celui-ci est composé pour moitié de représentant-e-s des organisations membres et pour moitié de personnalités indépendantes.

Le comité se réunit chaque trimestre avec la direction du secrétariat. Ce dernier, composé d'une petite équipe qui met en œuvre la campagne, est codirigé par Seraina Patzen (politique, contenus, finances et administration) et Oliver Heimgartner (campagnes, communication et enquêtes).

PLUS DE 90 ORGANISATIONS MEMBRES



ffu-pee
Feldbauern Umwelt
Professionellen & Lehrenden



attac%

beogo



bioinspect
die nachhaltige Biostrategie

SOLIFONDS



BRÜCKE
LE PONT
Engagement für Ihre Zukunft

bruno
manser
fonds
Fairness im tropischen Wald

CAMPAX
make change happen

CARRAS TICINO



TRIAL
Investmentfonds

claro
FAIR TRADE



COOPERAZIONE
INTERNAZIONALE
SUISSE

COOPDI
COOPERAZIONE
INTERNAZIONALE
SUISSE

DJS JDS GDS

CHANGER

unite50
FAIR TRADE LABEL
SEIT 2011

ECO SOLIDAR
MENSCHLICHKEIT
IM FOKUS

ethik22
Institut für Sozialethik

femmes protestantes

GOOD
CHOCOLATE
HUB

FASHION
REVOLUTION

Travail.Suisse

SWISS
FAIR
TRADE

FIAN
INTERNATIONAL
SUISSE - SCHWEIZ

fokus
frauen.
Stiftung Fokus Frauen
Fundation enfoque femmes
Fondazione Focus Women
Fokus women foundation

Femmes pour le Paix
Frauen für den Frieden
Donne per la Pace
Women for Peace

ge
ba
na

kalkbreite
GENOSSENSCHAFT
KALKBREITE

UNIA

News des humanes

comundo

acsi
associazione consumatori
e consumatori
della Svizzera Italiana

GSOA
GROSSER SAUERBODEN
GEMEINSCHAFT
GROß SAUERBODEN
GEM. SAUERBODEN



quaternaria-netz
zürich

ECO
in
GOOD

SWISS
FEDERATION
SUSTAINABLE
FINANCIAL
INVESTING

Chambre de l'économie
sociale et solidaire
CH-VE

Actares

horyzon
Forum für den Wandel

humanrights.ch

incomindios

Initiativen der Veränderung
Stiftung Cava

syndicom

PSR/IPPNW
PEDIAGRAFIKA SLOVENSKA VEJSTVA

jesuitenvelvet
FASHION BY JESUITEN

JP

kam & forsud

FOCUS
DES ENJEUX
DES ÉMIGRÉS
DES LINGUISTES
FOCUS ENJEUX

longo mai

terre des hommes
SUISSE



magasins du monde
solidaires au quotidien

50%

m)
medica international schweiz
Cantone Ticino - Suisse / Ticino - Svizzera

Initiativen der Veränderung
Stiftung Cava

nenos
www.nenos.ch

SAH OSEO BOS
Suisse Suisse Suisse
Suisse Suisse Suisse
Suisse Suisse Suisse

pbi

Peace Watch
FOR PEACEFUL PROTESTS

50%

PLANET
13

Initiativen der Veränderung
Stiftung Cava

pro ethica

sag
Schweizer
Allianz
Genossenschaft

uniterre

terre
des hommes
schweiz
Initiativen der Veränderung

MULTIWATCH

FÉDÉRATION ROMANDE
DES CONSOMMATEURS
DE PRODUITS D'ÉPICE

oeko | osco
Initiativen der Veränderung | Forum für den Wandel

emp
ACT

Frauenbund Schweiz
überwachen unsere kassation

SD+
Stiftung
für direkte
Demokratie in CH

KYMA
FOR THE PEOPLE OF SWITZERLAND

Codap

vpad ssp

ALGORITHM
WATCH / CH

Der Gewerkschaften
Föderation Schweiz des Entreprenen

COMITÉ



Dominique de Buman
Ancien conseiller
national Le Centre



Isabelle Bamert
Experte communication
et campagnes



Sylvia Valentin
terre des hommes
suisse



Chantal Peyer
Experte en
droits humains



Silva Lieberherr
Multiwatch



Rahel Ruch
Conseillère politique



Fabienne Krebs
Voices



Andreas Missbach
Alliance Sud



Anina Dalbert
Public Eye



Dominic Täubert
Expert communication

DIRECTION

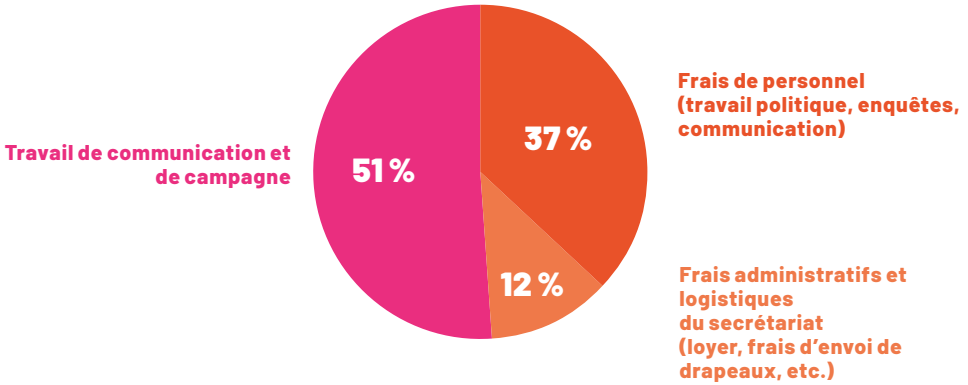


Seraina Patzen
Codirectrice



Oliver Heimgartner
Codirecteur

DÉPENSES



Comme cela est courant dans le travail politique, environ un tiers des dépenses a été consacré en 2025 aux frais de personnel. Il est important que le secrétariat dispose de ressources suffisantes et du savoir-faire nécessaire pour le travail politique, de campagne et de communication. 51 % des dépenses ont été consacrées au travail de campagne et de communication sur le thème de la responsabilité des multinationales, à savoir l'organisation d'événements, les envois, l'impression de flyers et la diffusion d'informations.

Le lobby des multinationales ne doit pas avoir l'avantage en matière d'information

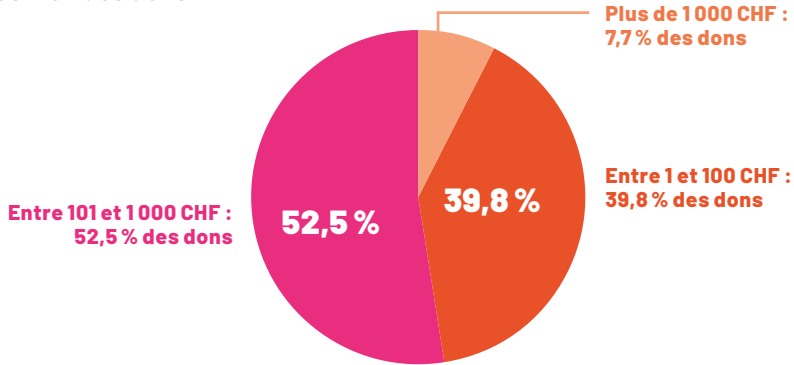
Pour des raisons tactiques, nous n'avons pas publié notre budget lors de la campagne de 2020. La raison ? Le lobby des multinationales, qui dispose de moyens nettement plus importants, ne l'a pas fait non plus. Si seule une partie annonce ses moyens en toute transparence lors d'une campagne de votation, les rapports de force sont déformés dans la perception publique. De plus, le lobby des multinationales aurait un avantage important en termes d'information sur la force de notre mouvement. Une nouvelle

réglementation sur la transparence du financement des campagnes est entrée en vigueur à l'automne 2023. En cas de nouvelle votation, nos adversaires et nous-mêmes serions donc tenus de déclarer le détail de nos ressources de campagne. D'ici là, nous donnons chaque année dans ces pages un aperçu de la provenance de nos ressources financières – à savoir majoritairement des petits dons en provenance de Suisse – et de la répartition de nos dépenses.

RECETTES

La Coalition pour des multinationales responsables est financée par les contributions de ses organisations membres et par des dons de particuliers. Elle reçoit également, plus rarement, des dons ponctuels de fondations. Les organisations membres versent une cotisation annuelle variant entre 50 et 6 000 francs, en fonction de leur taille. Les cotisations des membres représentent moins de 5% des recettes totales. Sans le généreux soutien de particuliers, il serait impossible de poursuivre notre campagne sous cette forme.

Composition des dons



Le graphique ci-dessus montre que la majorité des dons à la Coalition pour des multinationales responsables provient de nombreux dons individuels, tandis que les dons de plus de 1 000 CHF restent très limités. Le montant du don le plus élevé reçu en 2025 était de 21 000 CHF.

Pratiquement tous les dons reçus proviennent de Suisse, seuls 3 412 CHF ont été versés de l'étranger.

VÉRIFICATION DES COMPTES

Nos comptes sont vérifiés par un organe de révision indépendant (Treuhand Lehmann AG) et sont soumis, avec le budget, à nos organisations membres lors de l'assemblée générale annuelle.

PERSPECTIVES POUR 2026

En 2026, nous entrerons dans une phase politique décisive. Il y aura tout d'abord la décision du Conseil fédéral (contre-projet), puis les débats parlementaires sur l'initiative pour des multinationales responsables commenceront. Pendant cette période, il sera particulièrement important de maintenir le thème de la responsabilité des multinationales dans le débat public et de montrer à quel point l'engagement en faveur de la responsabilité des multinationales est fort dans notre pays.

C'est pourquoi nous souhaitons investir dans de nouvelles enquêtes sur des cas de violation des droits humains et de destruction de l'environnement impliquant des multinationales suisses. Si nos finances le permettent, nous envisageons également de réaliser un ou deux voyages de recherche sur le terrain.

Enfin, la mobilisation de notre mouvement reste un axe important en vue de la campagne de votation à venir. En 2026, nous continuerons à montrer notre présence à travers tout le pays en menant des actions, en distribuant des flyers dans les boîtes aux lettres et en organisant des événements.

Nous vous remercions pour votre participation au mouvement pour la responsabilité des multinationales en 2026 !

Dominique de Buman
Membre du Comité
de la Coalition
pour des multinationales
responsables

Chantal Peyer
Membre du Comité
de la Coalition
pour des multinationales
responsables

IMPRESSUM

**Coalition pour des
multinationales responsables**

Monbijoustr. 31
Case postale
3001 Berne

info@responsabilite-multinationales.ch
www.responsabilite-multinationales.ch
031 390 93 36

MERCI DE NOUS SOUTENIR POUR QUE NOTRE TRAVAIL PUISSE CONTINUER EN 2026.

Un grand merci pour votre don, que vous pouvez verser au moyen
du bulletin annexé ou directement ici en utilisant l'application TWINT :

**Faites un don avec
TWINT !**



Scannez le code QR avec
l'app TWINT



Confirmez le montant et
le don

